



Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

**Relatif à la tierce Maintenance Applicative de
l'application**

FNAEG-NG

Annexe 3 Exemples d'expression de besoin fonctionnel

Table des matières

1 Interopérabilité.....	3
2 Performances Prüm.....	5
3 Gestion des profils applicatifs et des utilisateurs de l'application.....	6
4 Suppression des signalisations Individus en automatique.....	7
5 Gestion du glissement de profil.....	8
6 Rapports de rapprochement.....	9

1 Interopérabilité

Une interopérabilité avec les systèmes d'information tiers est nécessaire pour le bon fonctionnement des applications composant FNAEG-NG. Elle doit s'accompagner d'une urbanisation de ces applications afin d'anticiper et de s'adapter à leurs transformations internes et externes.

Il est donc attendu du prestataire, avec les limites juridiques qui s'imposent pour certaines demandes :

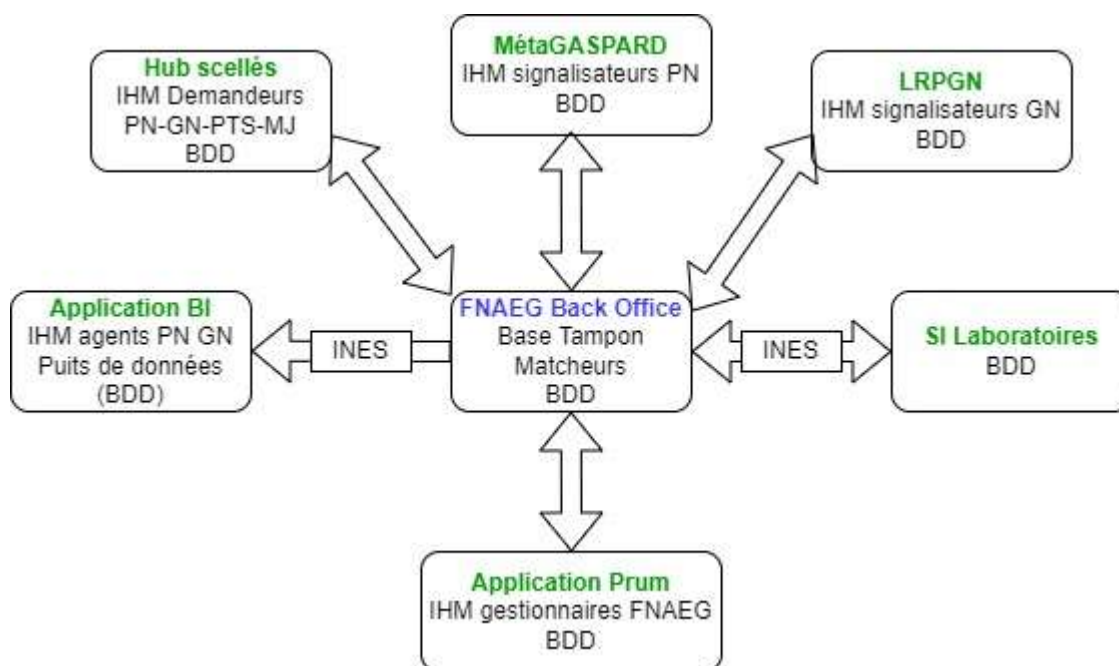
- une harmonisation et une uniformisation des référentiels validés par l'administration et communs à FNAEG-NG et aux autres applications nationales police, gendarmerie, justice etc, internationales et européennes notamment (Services, NATINF entre autres¹),
- une étude prenant en compte le maintien des références antérieurement utilisées à l'harmonisation tant que les données les exploitant existent (avec réversion éventuelle de ces références) ou tant que les données à enregistrer le nécessite ou tant que les données statistiques le nécessitent,
- une étude prenant en compte une table de correspondance pour les référentiels nouveaux et les référentiels utilisés dont dépendent les données (cas des motifs d'infraction qui déterminent les durées de conservation des données dans l'application par exemple et qui nécessitent un lien avec les NATINF),
- la mise à jour de ces référentiels communs dans FNAEG-NG (avec une administration à partir d'un SI tiers externe au FNAEG-NG envisagée),
- une harmonisation et une uniformisation des champs clés/identifiants uniques utilisés entre FNAEG-NG et les autres applications nationales police, gendarmerie, justice etc, et/ou les autres applications internationales dont européennes,
- l'étude et la mise en œuvre de moyens de communication (API et webservice) permettant à FNAEG-NG d'interagir et de communiquer via le RIE² avec d'autres applications nationales police, gendarmerie, justice etc et, internationales et européennes, et, dans l'attente, la saisie manuelle possible des champs clés/identifiants uniques dans FNAEG-NG.

Ainsi, le titulaire adaptera et développera en conséquence le FNAEG (le rendre « APIsable » et développer les webservices) afin qu'il soit consulté/alimenté/interfacé/interactif et qu'il

1 Pour les services, il s'agit d'un référentiel commun police/gendarmerie/justice et les infractions sont gérées via les NATINF (nature d'infractions) et NATAFF (nature de l'affaire) mais le besoin décrit dans le présent CCTP ne se limite pas à ceux mentionnés mais également à d'autres référentiels communs entre applications nationales et sont à prendre en considération par le prestataire

2 Réseau Interministériel de l'Etat

consulte/alimente/interface/interagisse les applications telles que présentées dans l'exemple ci-dessous (non exhaustif) :



A la demande de l'administration, le titulaire développe l'interfaçage entre l'une des applications composant FNAEG-NG et une autre application (APIsation entre autres). Ces échanges (dans le sens FNAEG-NG vers application tiers et inversement) permettent d'alimenter, de consulter, de modifier, de mettre à jour ou de supprimer une information dans l'application concernée. La « mise à jour » correspond, par exemple, à la mise en état technique d'un champ ou de la donnée en une persistance mais non actif(ve) pour l'utilisateur.

Des connecteurs standards peuvent être envisagés mais, en fonction du type de données échangées, de la cartographie des applications concernées, de leurs spécificités et des différentes piles techniques utilisées, ce type de connecteurs peut ne pas être suffisant ; une complexité des développements à mettre en œuvre devra donc être prévue par le prestataire.

Pour ces raisons, ainsi que celles liées aux adaptations réglementaires telles que la procédure pénale numérique, une souplesse des prestations est donc attendue en termes de développements et d'urbanisation de façon plus générale.

2 Performances Prüm

Le titulaire procédera aux développements permettant d'améliorer dans l'application Prüm ses performances en termes de temps de réponse, d'optimisation et des requêtes utilisées.

En complément des études régulières contractualisées avec le titulaire, ce dernier procédera à une étude approfondie in situ³ des bases de données de l'application Prüm, de la CPU utilisée sur chaque serveur (VM) et de leur configuration, des temps de réponse en lecture/écriture, du nombre de sessions actives, des tables les plus utilisées, des lectures disques, de la répartition de charge, des requêtes les plus consommatrices, de l'utilisation d'index, de l'utilisation de vues, des paramètres positionnés, des plans d'exécution et tous les autres éléments qu'il jugera utile ou nécessaire.

L'objectif de cette étude est que le titulaire puisse dégager les préconisations et les optimisations réalisables par l'administration et par le titulaire afin de permettre aux utilisateurs finaux de l'application Prüm de gagner en temps de réponse et en termes de performance. Les batchs actuels et envisagés (Prüm 2) doivent être étudiés et optimisés avec des propositions et des études du titulaire qu'il considérera dans l'ensemble de l'écosystème (FNAEG NG). Les logs entre autres pourront être exploités.

Cette étude pourra être réalisée en amont des développements décrits ci-après ou ne pas être commandée par l'administration.

Le titulaire réalisera les développements permettant d'améliorer dans l'application Prüm ses performances en termes de temps de réponse et d'optimisation des requêtes utilisées dans, grâce à et en dehors de l'interface utilisateur. Ces développements pourront être réalisés indépendamment les uns par rapport aux autres, en fonction des demandes de l'administration.

Une autre étude sera réalisée par le titulaire post optimisation et modification par l'administration et post développement par le titulaire afin de vérifier que les performances ont été améliorées de façon optimale.

Les demandes seront affinées par l'administration.

Les problèmes de performances de l'application Prüm entraînent fréquemment des échecs des requêtes de tri ou de filtre. L'application de ces requêtes émet une réponse dans les écrans à l'utilisateur « Aucun enregistrement à afficher », donc de type recherche négative, alors que la recherche n'a pas été effectuée et qu'il y a des réponses potentielles.

3 Dans les environnements du ministère et prenant en compte toutes les briques techniques et toute la volumétrie des données de production

Les études préalables réalisées par le prestataire permettront d'afficher dans l'application du ou des filtres et/ou du ou des tris le ou les résultats attendus, que ce soit en succès ou en échec dès lors qu'une recherche n'a pas abouti. Pour ce dernier cas de figure, un message précisant la nature de l'échec de façon détaillée mais non technique sera affiché à l'écran et permettra de l'identifier clairement.

3 Gestion des profils applicatifs et des utilisateurs de l'application

Le titulaire procédera à un état des lieux général des profils applicatifs FNAEG et Prüm attribués via CHEOPS et à un état des lieux général des codes savoir attribués via PROXYMA.

Le titulaire complétera son étude par celle liée à la gestion des utilisateurs actuellement existante dans l'application et proposera des solutions afin de la supprimer sans impact applicatif.

La gestion des profils applicatifs sera simplifiée et non complexifiée par rapport à celle existante (ex : pas de profil applicatif associé à chaque module tel que « gestion des paramètres »). Il sera ainsi possible d'ajouter un nouveau type de profil applicatif facilement, c'est-à-dire sans nécessiter un développement applicatif.

Cette étude permettra également d'établir comment mettre en place un rétro contrôle sur les données saisies dans les interfaces FNAEG (nom d'un OPJ et service associé) afin de s'assurer que l'association est valide à l'instant de la saisie.

4 Suppression des signalisations Individus en automatique

L'application sait calculer la durée de conservation des signalisations en fonctions des règles définies par la loi (sont pris en compte l'infraction, l'âge de l'individu au moment des faits et le type d'individu suspect/condamné).

La suppression de ces signalisations doit pouvoir être faites automatiquement à J+1, par lot (y compris un lot d'une seule et unique signalisation), pour toutes les signalisations ayant atteint leur durée maximum de conservation (à J+1). Ces suppressions doivent se faire sans impacter les performances de l'application. Elles doivent être tracées et faire l'objet d'une traçabilité conservées au moins 3 ans.

Chaque signalisation supprimée parce qu'elle a atteint sa durée maximum doit être associée à une « raison » spécifique, permettant, d'un point de vue statistique et traçabilité, de les différencier des suppressions réalisées à la demande d'une autorité requérante. Ces statistiques de suppression seront exploitables et perdureront dans le temps.

Une interface (modification d'une interface existante ou création d'une nouvelle interface) devra permettre de visualiser les suppressions réalisées, les dates, et de consulter la traçabilité (recherche par CB, par identifiant de signalisation, par date de suppression). Cette interface permettra également de visualiser les suppressions réalisées à la demande d'une autorité requérante, ainsi que les champs associés à cette suppression. Les modalités d'accès à cette interface seront précisées par l'Administration, seuls certains profils applicatifs accéderont à cette interface.

Tous les contrôles existants actuellement sur les mécaniques de suppressions sont à conserver et à appliquer. Des contrôles complémentaires pourront être proposés par le titulaire.

5 Gestion du glissement de profil

Pour certains dossiers individu, la suppression d'une fiche ayant atteint son délai de conservation va entraîner la suppression du seul profil génétique rattaché à un dossier, alors même que plusieurs signalisations sont associées dans ce dossier.

Ce cas est actuellement bloquant car au moins 1 profil génétique est nécessairement à conserver pour 1 dossier individu.

Le titulaire devra mettre en place une mécanique de « glissement de profil » permettant, dans ce cas particulier, de supprimer les données administratives de la fiche concernée (hors état civil s'il est partagé entre plusieurs fiches) et de conserver le profil génétique associé. Le profil génétique deviendra un « profil génétique racine », spécifique d'un dossier et d'un état civil. La gestion de ce profil génétique racine sera spécifique, et aura probablement des impacts sur d'autres fonctionnalités. A minima, elle aura un impact sur la consultation par état civil : un état civil connu de FNAEG, mais associé à un profil génétique racine : FNAEG demandera systématiquement le reprélèvement de cet individu, bien que l'état civil soit connu.

La proposition faite devra également couvrir la possibilité de corriger des données déjà enregistrées dans la base, sans perdre les liens entre ces données.

Ce développement sera basé sur l'étude réalisée dans le cadre du marché en cours. Une étude d'impact complète devra précéder le début des développements.

6 Rapports de rapprochement

Les rapports de rapprochement produits par l'application FNAEG sont l'image de l'application auprès de l'ensemble des services de police, de gendarmerie et de la justice.

Aussi ces rapports doivent-ils être mis à jour dès qu'un besoin est exprimé :

- Modification de forme, en cas de modification, par exemple, du nom du ministère ou de la charte graphique associée,
- Modifications des phrases explicatives,
 - ◆ pour une meilleure compréhension par les destinataires,
 - ◆ par désuétude des formules présentes,
 - ◆ suite à des modifications juridiques.
- Horodatage des rapports émis permettant de distinguer, pour 2 rapports de rapprochement émis le même jour, le plus récent,
- Génération d'un rapport négatif pour toutes les traces nouvellement enregistrées et n'ayant donné lieu à aucun rapport de rapprochement, que le rapprochement négatif soit automatique (= aucun candidat proposé par le moteur) ou après choix manuel (= les candidats proposés sont rejetés),
- Utilisation du type pdf A pour simplifier l'échange via la procédure pénale numérique.

La MOA fournira le besoin, le prestataire proposera des maquettes, et s'assurera que le modèle proposé couvre l'ensemble des cas d'usage (nombre et typologie de questions ou de candidats différents). Des ateliers de conception pourront être réalisés avec la MOA.